

Comment irions-nous à l'opposé... de ce que vous rappelez ?

Il a été proposé que puissent exister deux listes.

Une avec des membres d'Ensemble qui sont et seront présentes dans L'APRES afin de conserver un support pour des échanges. Je m'y suis inscrit...

Une autre, sur laquelle vous venez de développer vos réflexions ; à laquelle je me suis inscrit, sans bien savoir sa composition à venir ni ses modalités de fonctionnement.

Votre contribution signée à quatre (Laurence, Jean-Claude, Roland, Francis) le rappelle :

Dissolution ne vaut pas disparition

Peu après Jean-Claude Mamet y apporte sa contribution : **La « Construction commune » : déplacer le « centre de gravité » vers les sections**. Nous avons autre chose à faire que de savoir si ce texte-là s'intègre plus dans une liste que dans l'autre !

Quand on lit les deux textes, on peut voir qu'une erreur tactique a eu lieu dans le processus que nous avons discuté et adopté. Nous sommes toutes et tous assez lucides pour voir que les pratiques pour constituer une nouvelle organisation auraient pour le moins mérité d'être autres.

La « consultation » des camarades de GDS a été, il semble, plus cavalière que pour notre propre organisation ! Cette situation est troublante puisque cet « accord qui engageait toute une organisation » était, - comment dire ? - pour aller au plus simple : pas réellement démocratique. Mauvais début. Une grande partie de mes camarades animateurs de L'APRÈS à Toulouse disent en réunion de *groupe d'animation*, la même chose. Au vu de la diversité des réactions de celles et ceux qui sont ex- d'une organisation, on a bien conscience de diverses difficultés et/ou erreurs. C'aurait été plus simple de s'adresser à elles/eux à partir de pratiques et discussions ouvertes au lieu de ce qui accompagne adhésion, (à 10€, sans autre implication) et non-participation à une organisation en construction...

Chers camarades, vous changez la réalité avec des jeux de mots quand vous dites " *L'accord inscrit dans le protocole qui a été accepté à une large majorité et par L'Après et par ENSEMBLE*". Votre mise en perspective de la situation actuelle ne tient pas compte que les membres de l'EAN impliqués dans ces rencontres n'ont pas exactement tenu les positions discutées et adoptées.

Le pouvaient-ils ? Je n'en sais rien. Toutefois la description de Jean-Claude correspond à une partie de mes arguments proposant une rectification du calendrier de cette « décision » avant le vote.

Nous participons donc, pour une partie d'entre nous, à un démarrage difficile pour une nouvelle organisation, dans une situation politique difficile... Et pas un débat sérieux entre nous sur les ajustements nécessaires d'une stratégie, par exemple, depuis le 2^{ème} tour des législatives de 2024 !

Je ne rouvre pas une discussion pour « revenir sur un vote » ! Que faire maintenant et que faisons-nous ?

Nous avons décidé un processus d'un OUI impliquant une phase de construction avec une activité et des initiatives conçues de façon fédérative. Tel était sans doute le point de vue majoritaire des membres actifs de GDS, pour ce que j'en connais. De même, je vois bien que mes camarades du groupe d'organisation et d'animation qui s'est mis en place, auraient souhaité une telle modalité de construction collective

Pour des discussions avec Génération-s ou avec des membres de GES qui en ont ras-le-bol de FI, ou avec des individus isolés ou ex- du NPA, ou de FI depuis des mois... il aurait été plus souple, plus clair et plus stimulant de développer des pratiques et des discussions sur une modalité fédérative. Certes pour certains, il est rassurant de faire comme si la fermeté dans la délimitation des responsabilités montre que "une organisation existe". Pour rire, nous avons un « Bureau » du Parlement, mais nul ne

sait comment les membres du Parlement peuvent faire quoi que ce soit d'utile...
Bof ! Ce qui n'est pas fait reste à faire...

Vous écrivez : L'Après, un acteur politique nouveau

Vous rappelez cependant qu'il s'agit d'un projet ; « *d'une voie qu'il a été décidé d'explorer.* »

Vous avez quelques mots pour signaler, avec raison, " *que les difficultés à allier des cultures politiques différentes ne pourront que s'amplifier demain dès lors que d'autres partenaires s'inscriront, comme nous le souhaitons au processus de construction d'une nouvelle organisation.* "

Vous avez raison de refuser une explication factuelle ; « *la séparation (...) ne vient pas des désaccords exprimés à tel ou tel moment sur la question du 7 octobre et de la guerre génocidaire dont Gaza est victime.* » Peut-être même, - pour dire ce qui m'est devenu une conviction - que l'explication est inverse... . La perte de boussole sur ce que devrait être notre organisation dans la vie politique effective explique la grande crispation sur des points de débats qui ne devaient pas être interdits ou sembler l'être... Défendre une ligne politique internationaliste, opposée au retour aux colonies de peuplement lié au contrôle du monde par les impérialismes ..., nous disons tous oui, mais nous n'avons pas su, collectivement, combattre ensemble le développement autour de l'antisémitisme voulu par le gouvernement sioniste fasciste et d'un racisme exacerbé ! Nous rencontrons cette faiblesse dans les échanges quotidiens. Je n'en développerais quelques idées que dans un autre texte.

Vous avez raison, l'essentiel, *qui est la compréhension de la situation politique dans laquelle s'est inscrite l'intervention d'ENSEMBLE ! et il nous semble qu'une réflexion sérieuse menée en commun devrait permettre de lever d'éventuels malentendus.*

Certes, je dois aussi dire que depuis 2016-2017 nous n'avons pas discuté suffisamment ni de notre stratégie ni des formes de constitutions d'une nouvelle organisation politique pour l'émancipation. C'était déjà le cas dans la FASE (malgré le texte *Osons la révolution démocratique*). Après plusieurs années, sur cette question-clé, j'ai toujours le même avis. En regrettant que les commissions de travail sur ce sujet se soient arrêtées ; mais elle se déroulaient dans une sorte de no-man's-land à côté d'une organisation ENSEMBLE!, qui, elle, était bien paralysée par les divergences réelles - plus ou moins exprimées - avec ceux/celles pour qui " *hors de FI il n'y avait aucun salut*". Pour résumer d'une question en apparence simpliste : quand notre organisation a-t-elle été impliquée dans une campagne de propagande suivie, permettant quelques initiatives et une activité commune avec des associations, des réseaux militants, des groupes locaux ? Quand et par qui le réseau diversifié de collectifs et d'associations indispensable pour répondre aux actuelles réalités de classe a-t-il été pris au sérieux dans notre organisation ? Nous aurons l'occasion d'examiner nos bilans... Mais ce sera une discussion à mener en vue d'apprendre de nos engagements et de leurs « échecs ».

Ces vrais défauts, dont vous ne parlez pas dans votre texte, mériteront discussion. Nous ne voulons pas avant tout constituer une vague de candidates à des postes du système représentatif : sans changer les rapports sociaux (temps libérés de la contrainte de la discipline de fabrique, initiatives locales, démocratisation de la démocratie...), la phase actuelle ne débouchera pas sur une force capable de mettre en échec « la droite nationale » dans ses variantes.

En revanche, je suis tout à fait prêt à continuer à participer au mouvement qui cherche à donner leur place aux millions de « gens de la moyenne » qui ne veulent pas subir et espèrent la possibilité d'une démocratisation de la démocratie, une sorte de Front Populaire du 21^e siècle. Pour terminer par un clin d'œil, *Osons la révolution démocratique.*

Pierre CS 14/ 11/ 2025